

**ARRÊTÉ ROYAL DU 12 OCTOBRE 2010**  
**PORTANT EXÉCUTION DE L'ARTICLE 68, ALINÉA 2, DE LA LOI DU 6 AOÛT 1990**  
**RELATIVE AUX MUTUALITÉS ET AUX UNIONS NATIONALES DE MUTUALITÉS**

(M.B., 10/11/2010, p. 67751)

**Texte consolidé par le Bureau de coordination : version applicable à partir du 03/05/2024**

**Liste des articles dont les modifications entrent en vigueur le 03/05/2024**

Art. 2 et 3, §1<sup>er</sup> et §7.

**Article dont la modification entre en vigueur le 02/04/2014**

Art. 3, §7.

**Article dont la modification entre en vigueur le 01/03/2014**

Art. 3, §7.

**Liste des actes modificatifs**

1. [A.R. 30/01/2014](#) (M.B., 03/02/2014, p. 9118; erratum, M.B., 13/02/2014, p. 12410), art. 18 et 19.
2. [A.R. 28/03/2014](#) (M.B., 02/04/2014, p. 28409; erratum, M.B., 17/04/2014, p. 33153 et erratum, M.B., 18/04/2014, p. 33734), art. 8 et 9.
3. [A.R. 28/03/2024](#) (M.B., 23/04/2014, p. 45263), art. 20 et 21.
4. ...

**Méthode de consolidation**

1. Chaque modification apportée à l'arrêté royal du 12 octobre 2010 est signalée entre crochets; elle est accompagnée d'une note de bas de page qui mentionne successivement l'objet de la modification, l'acte modificatif, l'article modificatif, sa date d'entrée en vigueur et les éventuelles dispositions relatives à son champ d'application temporel, y compris les dispositions transitoires.

2. Des erreurs de rédaction ont été corrigées. Deux types d'erreurs sont à distinguer.

2.1. Les erreurs énumérées ci-après sont corrigées sans signalement spécifique :

a) les fautes d'orthographe (exemple : l'oubli d'une majuscule au début d'une phrase);

b) les erreurs de ponctuation qui ne nécessitent aucun commentaire et dont la correction n'a pas d'incidence sur la portée de la disposition concernée (exemples : l'oubli d'un point final à la fin d'un article; l'oubli d'une virgule entre le numéro d'un article et la mention de ses divisions).

2.2. Les autres erreurs de rédaction corrigées sont signalées par la mise entre parenthèses des éléments concernés suivie d'une note de bas de page qui précise ce que le texte publié comporte ou ne comporte pas et, le cas échéant, la justification de la correction.

3. Pour garantir l'uniformité de la présentation du texte consolidé, tenez compte du fait que quelle que soit la manière dont les textes se présentent dans leur version publiée au Moniteur belge, les règles suivantes sont appliquées :

a) « Article » devient « Art. », sauf pour l'article 1<sup>er</sup>;

b) chaque division groupant des articles est présentée en caractères gras; les mots « chapitre » et « section » sont toujours écrits en majuscules avec leur numéro en chiffres arabes ou romains tel qu'il ressort du texte publié; ils sont suivis d'un point et d'un espace après lequel figure l'intitulé de la division qui débute par une majuscule (exemple : **CHAPITRE II. La requête**);

c) « 1 » devient « 1<sup>er</sup> » ou « 1<sup>re</sup> »;

d) les erreurs de typographie sont corrigées (ex. : « 1er » devient « 1<sup>er</sup> », « 1re » devient « 1<sup>re</sup> », les alinéas sont toujours séparés par une ligne vierge).

**Texte consolidé (page suivante)**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° la loi : la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités;

2° l'Office de contrôle : l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités, tel que visé à l'article 49 de la loi;

3° le Ministre : le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le recours visé à l'article 68 de la loi doit, à peine de déchéance, être introduit sous pli recommandé à la poste [ou par voie électronique]<sup>1</sup> dans les quinze jours de la notification de la décision incriminée.

Ce recours ne peut toutefois être introduit que 15 jours après que le demandeur a sollicité du Conseil de l'Office de contrôle, par lettre recommandée avec accusé de réception, le retrait ou la modification de la décision incriminée, sans qu'il soit satisfait à sa demande.

Le demandeur n'est toutefois pas tenu de retarder l'introduction de son recours si l'Office de contrôle a fait savoir qu'il entendait procéder à l'exécution de sa décision nonobstant une quelconque sollicitation de son retrait ou de sa modification.

Le délai de recours visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est prolongé de trente jours à compter de la date d'envoi de la lettre recommandée sollicitant le retrait ou la modification de la décision incriminée, pour autant que cette lettre soit adressée avant l'expiration du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Lorsqu'un recours visé à l'article 68 de la loi est introduit à l'encontre de l'Office de contrôle car celui-ci n'a pas statué dans le délai fixé par ou en vertu de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, le recours doit, à peine de déchéance, être introduit sous pli recommandé à la poste [ou par voie électronique]<sup>2</sup> dans les quinze jours de l'échéance du délai en question. Ainsi :

lorsqu'il n'a pas été statué, à propos d'une demande d'agrément, dans les quatre mois de la réception, par l'Office de contrôle, de tous les renseignements et documents requis à l'appui d'une telle demande, ce qui, en application de l'article 4 de la loi du 9 juillet 1975 précitée, équivaut à une décision de refus d'agrément visée à l'article 3 de ladite loi et à l'article 68 alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, a), de la loi, le recours doit, à peine de déchéance, être introduit dans les quinze jours de l'échéance du délai précité;

le recours prévu à l'article 68, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, f), de la loi, doit, à peine de déchéance, être introduit dans les quinze jours de l'échéance du délai de six semaines prévu à l'article 51 de la loi du 9 juillet 1975 précitée.

§ 3. Le Conseil d'État est saisi par une requête signée par le requérant ou, si le requérant est une personne morale, par la ou les personnes habilitées légalement ou statutairement à la représenter en justice ou par un avocat inscrit au tableau de l'Ordre des avocats ou sur la liste des stagiaires, ainsi que, selon les dispositions du Code judiciaire, par un ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne qui est habilité à exercer la profession d'avocat. La requête est adressée au Conseil d'État sous pli recommandé à la poste, accompagnée de quatre copies certifiées conformes [, sauf en cas de recours à la procédure électronique,]<sup>3</sup> et d'une copie de la décision contre laquelle il est fait recours. A la requête est joint un inventaire des pièces à l'appui, accompagné de quatre copies certifiées conformes [, sauf en cas de recours à la procédure électronique]<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Mots insérés par A.R. 28/03/2024, art. 20, 1°; vig. 03/05/2024.

<sup>2</sup> Mots insérés par A.R. 28/03/2024, art. 20, 2°; vig. 03/05/2024.

<sup>3</sup> Partie de phrase insérée par A.R. 28/03/2024, art. 20, 3°; vig. 03/05/2024.

<sup>4</sup> Partie de phrase insérée par A.R. 28/03/2024, art. 20, 4°; vig. 03/05/2024.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Dans les trois jours de la réception de la requête, le greffier transmet au Ministre et à l'Office de contrôle [...] <sup>5</sup> une copie de toute requête introduite conformément à l'article 2.

§ 2. Dans les trente jours de la réception de cette copie, le Ministre ou l'Office de contrôle transmet au greffe du Conseil d'État un mémoire en réponse ainsi que le dossier administratif.

§ 3. Le membre de l'auditorat établit son rapport dans les trois mois de la réception du mémoire transmis par le Ministre ou l'Office de contrôle.

§ 4. Si, dans les six mois de l'introduction de la requête, la chambre, au vu du rapport sur l'état de l'affaire, estime que l'affaire est en état, le président fixe la date à laquelle elle est appelée. Si la chambre estime qu'il y a lieu d'ordonner des devoirs nouveaux, elle désigne pour y procéder un conseiller d'Etat ou un membre de l'auditorat qui rédige, dans le mois de sa désignation, un rapport complémentaire. Ce rapport est daté, signé et transmis au greffe.

L'ordonnance fixant l'affaire ou la renvoyant à l'instruction intervient dans le mois du dépôt du rapport.

L'ordonnance fixant l'affaire, accompagnée des rapports, est notifiée au Ministre, à l'Office de contrôle et au requérant. Elle contient fixation de l'affaire dans le mois.

§ 5. L'arrêt doit intervenir dans les trois mois de la clôture des débats. Ce délai peut être prorogé par ordonnance de la chambre, après avis de l'auditeur général, sans que la durée totale des prorogations puisse excéder un mois.

§ 6. L'arrêt est notifié au Ministre, à l'Office de contrôle et au requérant.

§ 7. Sont applicables à la procédure réglée par le présent arrêté, les articles 2, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup>, 3, 3bis, 5, 12, 16, 17, 20 à 25, 27, 29, 34 à 37, 40 à 53, 55 à 60, [62 à 77] <sup>6</sup>, 84[, 84/1] <sup>7</sup>, [85bis.] <sup>8</sup> 86 à 88, 91 et 93 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État.

**Art. 4.** L'arrêté royal du 30 septembre 1992 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État, en cas de recours prévu par l'article 68 de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités est abrogé.

**Art. 5.** Le présent arrêté s'applique aux recours introduits à dater de son entrée en vigueur.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

**Art. 7.** Le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et le Ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<sup>5</sup> Partie de phrase abrogée par A.R. 28/03/2024, art. 21, 1<sup>o</sup>; vig. 03/05/2024.

<sup>6</sup> Mots remplacés par A.R. 30/01/2014, art. 18; vig. 01/03/2014 et applicable « à l'égard des actes introduits à partir de cette date » (A.R. 30/01/2014, art. 19).

<sup>7</sup> Partie de phrase insérée par A.R. 28/03/2014, art. 8; vig. 02/04/2014 et applicable « à toute demande de suspension ou de mesures provisoires introduite sous le bénéfice de l'extrême urgence, à compter de cette date, et qui n'est pas l'accessoire d'un recours en annulation introduit avant cette date, ainsi qu'à toute demande, difficulté et recours, visé aux articles 11, 12, 13, 14 et 16, 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, introduit à compter de cette date, et aux demandes qui lui sont accessoires et concomitantes ou postérieures » (A.R. 28/03/2014, art. 9).

<sup>8</sup> Partie de phrase insérée par A.R. 28/03/2024, art. 21, 2<sup>o</sup>; vig. 03/05/2024.